

Guerre en Iran: des répercussions économiques à long terme sont à craindre

- Les répercussions sur l'économie mondiale sont pour l'instant limitées, mais il faut s'attendre à un long conflit
- La question décisive est de savoir si le détroit d'Ormuz restera ouvert et si les infrastructures énergétiques des pays du Golfe pourront être protégées
- La hausse du prix du pétrole reste jusqu'à présent limitée, mais pourrait dépasser les 100 USD
- L'économie suisse est peu dépendante de la hausse des prix de l'énergie ; certaines branches sont toutefois exposées à une appréciation du franc suisse

Saint-Gall, le 3 mars 2026. Compte tenu du faible soutien international dont bénéficie l'Iran et de la supériorité des forces armées israélo-américaines, on peut espérer que la guerre ne durera pas trop longtemps. Or, rien n'indique avec certitude que tel sera le cas. C'est moins grâce à son arsenal de missiles qu'à ses drones peu coûteux et faciles à lancer que le régime iranien pourrait réussir à déstabiliser la situation dans la région du Golfe pendant encore longtemps. On ne voit pas très bien comment cette menace pourrait être écartée sans une solution négociée ou le déploiement des troupes au sol. Les États-Unis ne semblent pas disposés à recourir à une telle solution, qui exigerait de toute façon des mois de préparation. L'économie mondiale doit donc se préparer à la perspective d'une guerre prolongée ou à un dénouement insatisfaisant et instable.

La hausse des prix du pétrole est encore limitée

Grâce à des marchés de l'énergie bien approvisionnés et à une demande mondiale modérée, la hausse des prix du pétrole reste jusqu'à présent limitée. Notre scénario principal ne prévoit pas de nouvelle escalade et table sur un prix du pétrole de 75 USD à un horizon de trois mois, ce qui n'aurait qu'un faible impact sur l'économie mondiale. Toutefois, si le détroit d'Ormuz devait rester impraticable pendant plusieurs semaines et si rien ne venait empêcher les attaques contre les infrastructures liées à l'énergie des pays du Golfe, les prix du pétrole risqueraient de s'approcher des 100 USD, voire de les dépasser. Ce scénario alternatif ferait grimper l'inflation dans le monde entier, pèserait plus lourdement sur les consommateurs et les entreprises et donnerait un net coup de frein à l'économie mondiale.

L'économie suisse plus vulnérable au franc fort et à la faiblesse de la conjoncture mondiale

En raison des sanctions, le commerce extérieur de la Suisse avec l'Iran est négligeable. La région du Golfe dans son ensemble ne joue pas non plus pas un rôle majeur. La question décisive est donc de savoir dans quelle mesure la guerre et la hausse des prix de l'énergie affecteront la conjoncture mondiale. Les partenaires commerciaux à forte consommation d'énergie, qui dépendent des importations d'énergie, devraient ressentir davantage d'effets négatifs. Les États-Unis seraient également plus fortement touchés, car les hausses du prix de l'énergie s'y répercutant davantage sur les prix à la consommation finale en raison des taxes plus faibles sur l'énergie.

En Suisse, la sensibilité des prix à la consommation au prix de l'énergie aux est en comparaison nettement moindre. Même si le pétrole atteignait la barre des 100 USD, l'inflation suisse ne devrait pas grimper de plus d'un demi-point de pourcentage, que ce soit directement ou par le biais des effets de second tour. De par l'évolution actuellement très modérée des prix, l'inflation resterait donc faible. De plus, en cas de répercussions négatives prolongées du conflit sur l'économie mondiale, la fonction de valeur refuge du franc devrait jouer un rôle plus important, ce qui atténuerait à nouveau les hausses de prix.

Une plus forte appréciation du franc, associée à une baisse de la demande mondiale, représenterait le principal facteur de stress pour l'économie exportatrice. En revanche, l'intensité énergétique de l'industrie suisse est largement inférieure à la moyenne internationale. C'est pourquoi l'industrie manufacturière locale souffre moins du choc des prix de l'énergie consécutif à la guerre en Ukraine.

La BNS prête à intervenir sur les devises, mais l'obstacle de l'introduction de taux négatifs reste élevé

La Banque nationale suisse (BNS) a confirmé en début de semaine qu'elle était prête à intervenir sur le marché des changes en cas d'appréciation rapide et excessive du franc. Toutefois, pour que des interventions massives soient nécessaires, il faudrait que sans doute que le taux de change EUR/CHF passe nettement sous la barre des 0,90. En effet, au vu du niveau actuel du taux de change, le franc ne semble pas être clairement surévalué. En termes réels, c'est-à-dire corrigés des différences d'inflation, la monnaie suisse a évolué latéralement par rapport à la monnaie unique européenne au cours des deux dernières années.

Les taux d'intérêt n'exigent pas non plus d'agir actuellement. Une hausse modérée des prix de l'énergie contribuerait même à relever le faible taux d'inflation et à l'éloigner un peu du bas de la fourchette d'inflation de la BNS. Une forte appréciation du franc qui ne saurait être suffisamment atténuée par les seuls achats de devises mènerait à nouveau à plus de déflation importée et à des risques plus importants de baisse de la tendance générale des prix. De nouvelles baisses de taux ne seraient alors pas exclues. Mais les obstacles à cette mesure devraient toutefois rester élevés.

Renseignements: Service de presse de Raiffeisen Suisse
021 612 51 11, presse@raiffeisen.ch

Photos : Vous trouverez des photos de nos spécialistes ainsi que d'autres images mises à votre disposition sur www.raiffeisen.ch/medias.

Raiffeisen: deuxième groupe bancaire de Suisse

Raiffeisen est le deuxième groupe bancaire sur le marché domestique et la banque retail suisse la plus proche de sa clientèle. Elle compte plus de 2 millions de sociétaires ainsi que 3,75 millions de clientes et clients et entretient des relations clients avec plus de 227'000 entreprises en Suisse. Le Groupe Raiffeisen est présent dans 768 points bancaires répartis dans toute la Suisse. Les 212 Banques Raiffeisen, juridiquement indépendantes et organisées en coopératives, sont sociétaires de Raiffeisen Suisse société coopérative, qui assure la fonction de gestion stratégique et de surveillance de l'ensemble du Groupe Raiffeisen. Grâce aux sociétés du Groupe, à ses coopérations et à ses participations, le Groupe Raiffeisen propose aux particuliers et aux entreprises une offre complète de services et de produits. Au 30 juin 2025, le Groupe Raiffeisen gère des actifs à hauteur de 272 milliards de francs et quelque 239 milliards de francs de prêts et crédits à la clientèle. Le patrimoine géré par Raiffeisen dans ses solutions et produits de placement s'élève à 24,6 milliards de francs. Sa part du marché hypothécaire national est de 18,3%. Quant au total du bilan, il s'élève à 312 milliards de francs.

Se désabonner des communiqués de presse:

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communiqués, veuillez écrire à presse@raiffeisen.ch.

Remarques concernant notamment les déclarations prospectives

La présente publication contient des déclarations prospectives. Celles-ci reflètent les estimations, les hypothèses et les prévisions de Raiffeisen Suisse société coopérative au moment de la rédaction. En raison des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe Raiffeisen (disponible sur raiffeisen.ch/rch/fr/ueber-uns/raiffeisen-gruppe/finanzinformationen/geschaeftsberichte.html). Raiffeisen Suisse société coopérative n'est pas tenue d'actualiser les déclarations prospectives figurant dans cette publication. De légères différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.